

L'aide aux Gilets jaunes pour près de 18 milliards d'euros est allée principalement enrichir les pays pétroliers et les Chinois



Le prix de l'essence se vend à plus de 1,60 euros le litre cette semaine, au plus haut depuis six ans. Les pays fournisseurs en sont les seuls bénéficiaires. Sans parler des Chinois dont les importations ont augmenté.

Avec Jean-Marc Sylvestre

Dégâts collatéraux. **Les économistes et les analystes se félicitent de l'amélioration de la situation économique française et ils ont raison.** La croissance se tient mieux que prévue, les prévisions d'investissements industriels sont plutôt optimistes, la consommation galope et les chiffres de l'emploi s'améliorent. La conjoncture apporte donc des éléments positifs capables de dresser un bilan des deux premières années du quinquennat Macron, bien meilleur que ce qui est ressenti sur les ronds-points encore tenus par les gilets jaunes.

Cela dit, quand on regarde en détail tous ces chiffres livrés au bon moment par l'Insee, on est obligé de modérer le diagnostic.

1er point, les entreprises françaises ont amélioré leurs marges principalement grâce au CICE qui avait été mis en place par Manuel Valls sous François Hollande. Quoi qu'on dise, cet allègement de charges fiscales a produit ses fruits sur la trésorerie des entreprises.

2e point, le discours pro-business d'Emmanuel Macron au début de son mandat, les réformes structurelles qui ont été courageusement passées, loi travail et allègement de la fiscalité sur le capital, ont amélioré la visibilité et les perspectives. D'où principalement les prévisions d'investissement industriel qui viennent de sortir ;

3e point, la politique de la BCE très accommodante et la baisse à un niveau très bas des taux d'intérêt ont délivré des liquidités très importantes dans les entreprises et le secteur du bâtiment.

4e point, l'ensemble des mesures décidées pour répondre aux Gilets jaunes et restaurer le climat social ont représenté quelques 18 milliards d'euros, entre ce qui avait été annoncé en décembre et ce qui est sorti de la dernière conférence de presse. Ces 18 milliards d'euros représentent un soutien au pouvoir d'achat et donc à la consommation des ménages.

La résultante de tous ces ressorts fait que l'économie française équilibre actuellement les effets d'une politique de l'offre (CICE, fiscalité sur le capital) et les attentes d'une politique de la demande (aides au pouvoir d'achat et baisses d'impôts directs). Le problème est que le budget ne permettra pas de conduire l'économie avec les deux moteurs. Il faudra bien trouver le financement des plans de soutien d'une façon ou d'une autre. Sinon, le logiciel finira par bouger sur l'ampleur de l'endettement public.

Sans attendre, on voit déjà apparaître les effets pervers de ces prescriptions.L'économie française a beaucoup de mal à assumer et à affronter les contraintes extérieures.

Quand le prix du pétrole augmente dans des proportions importantes sur les marchés internationaux, nous n'avons aucun moyen d'y répondre, sinon de payer. Le prix du pétrole a augmenté de 35% depuis trois mois, à près de 75 dollars le baril. Le prix de l'essence sans-plomb se vend donc aux environs de 1,60 euros le litre. Le gazole, un peu moins, mais l'ensemble des carburants a désormais atteint le niveau qu'il avait juste avant le début du mouvement des gilets jaunes.

Les taxes n'y sont pour rien. La hausse du prix du baril de pétrole à l'international explique la flambée des prix à la pompe depuis deux mois. Le gouvernement a suspendu toutes les hausses de taxes habituellement réalisées en janvier. Mais les hausses de prix ont mécaniquement gonflé la facture pétrolière qui s'est accrue de 13 milliards depuis le début de l'année. **Quand on sait qu'on aura distribué 18 milliards, on peut dire que près de 13 milliards auront été récupérés par les pays producteurs et notamment les pays du Golfe, l'Arabie saoudite, la Russie et l'Algérie.**

Mais parallèlement, on s'aperçoit aussi que le déficit commercial s'est accru de 5 milliards d'euros. Soit 5 milliards d'importations en plus. Des importations en provenance principalement des pays émergents, en particulier de la Chine, premier fournisseur de la grande distribution.

Si on ajoute à la facture pétrolière (13 milliards) la facture payée à la Chine (5 milliards) et le surplus d'épargne de précaution constituée, on n'est pas très loin du montant payé par l'Etat. Tous ces facteurs ne sont évidemment pas rassurants.